

CHAPITRE V

POUR ET CONTRE LA CANDIDATURE

Metternich et Rechberg essaient de détourner l'archiduc. — Rôle de l'archiduchesse Charlotte. — L'Angleterre veut dissuader l'archiduc en lui offrant la couronne de la Grèce. — Refus de Ferdinand-Maximilien. — Prise de Puebla et de Mexico. — Joie enfantine de Napoléon. — Ses lettres à l'archiduc. — « Élection » de l'archiduc. — L'empereur François-Joseph et son frère à Schœnbrunn. — Avertissements de tous côtés. — Ironie de l'Angleterre. — Le guépier. — Soucis maternels. — L'archiduchesse Charlotte tente de les dissiper. — Son voyage à Bruxelles et ses conversations avec le roi Léopold. — Le roi complice de l'acceptation. — Il n'y a pas un Bourbon qui vaille quelque chose. — L'empereur François-Joseph refuse toute garantie de la part de l'Autriche. — Réception de la délégation à Miramar. — L'archiduc reste ferme dans sa résolution.

Le général Forey était arrivé avec ses troupes à Vera-Cruz le 25 septembre 1862, après une traversée orageuse. Suivant les conseils de son empereur et pénétré de l'idée qu'il devait montrer plus de réserve que l'imprudent Lorencez qui, par son impétuosité, s'était brûlé les doigts à Puebla, il se laissa du temps pour les opérations militaires. Le général, voulant mieux faire que Lorencez, menaçait de tomber dans l'extrême. Il fit, par contre, de suite usage de son plein pouvoir politique qui mettait Saligny et Almonte sous ses ordres. Dans deux proclamations, adressées au peuple mexicain, il avait certifié que son empereur ne faisait pas la guerre à la population, mais seulement à son gouvernement, et usé des phrases conventionnelles, toujours prêtes en de telles occasions.

Dès son arrivée le général décréta la dissolution du gouvernement Almonte, obligea le Mexicain à renoncer à son titre de chef de la nation et montra par cela d'une façon très claire qu'il soupçonnait cet homme de profiter de l'entreprise par

égoïsme et à son propre avantage. En cela il n'avait pas tout à fait tort. Almonte était tout au moins décidé à jouer le principal rôle dans le pays après le monarque lui-même et non de se laisser jouer par Santa-Anna, comme Gutierrez cherchait à l'obtenir en Europe.

Ce dernier avait écrit à Gutierrez (1) qu'il attendrait patiemment jusqu'à ce qu'on l'appelât, parce qu'il ne voulait pas être un « misérable prétendant ». Il trouvait d'ailleurs très curieux qu'Almonte ait donné ordre aux autorités mexicaines de le traiter comme un simple particulier, quand il viendrait au pays. Peu de temps après (2), Santa-Anna fut encore plus énergique dans son jugement. Il traita Almonte de traître, bien qu'il fût protégé par l'empereur Napoléon. Par là il voulait dire traître à la cause de Santa-Anna et en cela il avait raison. Les deux hommes, chacun pour son compte, aspiraient au pouvoir suprême dans l'État. Santa-Anna souligna que ce qui se passait actuellement au Mexique ne servirait qu'à y rendre l'archiduc ridicule.

« Avant tout, écrivit-il, il serait nécessaire d'établir la dictature d'un Mexicain qui, par son passé intègre, serait favorablement accueilli par le peuple. »

Almonte et Santa-Anna se croyaient tous deux prédestinés au pouvoir. C'est sur cette opinion qu'ils réglèrent leur attitude. Le premier avait fait la connaissance de l'archiduc et avait emporté l'impression qu'il aurait avec lui un jeu facile au Mexique. Au mois d'août il avait déjà écrit (3) à l'archiduc qu'il devait s'arranger pour venir au Mexique au plus tard en décembre. En même temps, il l'avait prié de lui envoyer de l'argent pour ses pauvres Mexicains en guenilles, qui mouraient de faim à côté des Français, bien nourris et bien équipés.

Napoléon était encore très bien intentionné vis-à-vis d'Almonte et d'Hidalgo, grâce à l'impératrice, qui tâchait de le maintenir dans ces idées. Mais il avait appris d'un autre côté, et surtout par l'amiral Jurien, tant de choses sur l'attitude

(1) Santa-Anna à Gutierrez, Saint-Thomas, 19 septembre 1862, original envoyé à l'archiduc. Vienne, Archives de l'État.

(2) Santa-Anna à Gutierrez, 13 octobre 1862, lettre communiquée à l'archiduc. Vienne, Archives de l'État.

(3) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Orizaba, 9 août 1862, original. Vienne, Archives de l'État.

d'Almonte au Mexique qu'il craignit lui-même un instant que cet homme ne lui enlevât à lui, l'empereur, la direction de l'entreprise mexicaine. De là les instructions secrètes, données à Forey. Mais Napoléon avait l'impression que le général avait pris ses paroles trop à la lettre en décrétant déjà le jour de son arrivée, avec tant d'énergie, la dissolution du gouvernement Almonte, « établi sans la coopération de la nation », et dit qu'Almonte, à partir de ce moment, ne devrait plus publier, ni décrets, ni lois, mais se tenir dans les limites fixées par les nouvelles instructions et dans lesquelles devait se développer son activité.

Il ne restait plus qu'une chose au Mexicain : faire bon cœur contre mauvaise fortune, car, après ce qui s'était passé, il lui était impossible de se séparer de la cause française. Dans un manifeste à la nation, très maladroit, et dans une lettre à l'archiduc il cherchait à mettre au point les causes de sa démission et de l'enlèvement de son titre, qu'il n'avait accepté d'ailleurs que comme « un moyen » pour mieux remplir les vœux de l'empereur. Il n'était pas dans les intentions de Napoléon que ses instructions à Forey soient exécutées d'une manière si énergique. Almonte avait pourtant été jusqu'à présent un homme de confiance de l'empereur, qui l'avait chargé d'une mission des plus importantes.

Forey s'était fait en Almonte, par sa manière d'agir, un ennemi rempli de haine et de rancune. La suite montrera que c'était aussi un ennemi dangereux, car il était passé maître en fait d'intrigues. Un second ennemi de Forey fut naturellement Saligny, qui fut indigné qu'on le mit de nouveau sous les ordres d'un général qui savait, d'après le diplomate, à peu près autant du Mexique qu'un élève d'une école française.

Forey, de son côté, fidèle au désir de son monarque, qui disait que l'union entre les personnages principaux était absolument nécessaire, cherchait à se mettre au mieux avec Saligny. Il tâcha aussi de dissiper, du moins pour le moment, la grande méfiance des officiers français qui avaient été à Puebla et croyaient que l'ambassadeur les avait entraînés dans un cul-de-sac.

Le débarquement des troupes fut achevé à la mi-novembre et Forey avait rejoint Lorencez à Orizaba où celui-ci, depuis Puebla, l'avait attendu avec sa petite équipe dans une situa-

tion plutôt critique. Forey ne voulait pas s'aventurer en dehors d'Orizaba avec ses troupes.

Saligny et Almonte par contre, tous deux pleins de rancune contre le général, voulaient à tout prix avancer. Des différences suivirent entre Forey et Saligny, car celui-ci faisait comme si les ordres donnés à Almonte par le général ne le regardaient pas. Déjà auparavant Saligny n'avait pas souffert un second à ses côtés et Forey, qui était bien plus énergique, ne lui allait pas du tout. Forey, qui était déjà le troisième commandant depuis le commencement de l'expédition au Mexique, se plaignit enfin de Saligny auprès de l'empereur. Mais celui-ci était encore solide en selle, soutenu par le duc de Morny qui était lui-même intéressé financièrement dans l'intervention au Mexique. Et à Paris, Saligny avait en Hidalgo un avocat très influent et encore d'autres relations puissantes. L'union tant désirée au Mexique n'avait pas encore pu être réalisée.

Les Mexicains profitaient entre temps de la trop grande lenteur et prudence de Forey. Ils savaient parfaitement que les Français attaqueraient d'abord la ville de Puebla, située sur la grande route qui mène à Mexico, ne serait-ce que pour se venger de la défaite du 5 mai. La ville fut donc en toute hâte fortifiée à nouveau. Juarez fit tout pour présenter la guerre comme un combat national, dirigé contre les intrus, les étrangers et les oppresseurs. Il déclara que la cause de la liberté, de l'humanité et de la civilisation était en jeu. Le président fit tout ce qu'il pouvait pour augmenter sa puissance militaire. Il nomma le général Ortega commandant de Puebla, mit l'ancien président, le général Comonfort, à la tête d'une armée auxiliaire et menaça tous les Mexicains qui suivraient Almonte des peines les plus graves pour crime de haute trahison. La parole de la défense de l'indépendance nationale avait eu du succès dans de vastes cercles du pays. Beaucoup de Mexicains qui, auparavant, auraient voulu reconnaître tout autre que Juarez, furent jetés dans son camp par l'intervention française. Il est vrai que beaucoup furent les victimes de ses lois draconiennes, dont le seul crime avait été une opinion politique différente. Le président avait fait en outre afficher la reproduction d'une lettre de Victor Hugo, le grand poète et l'adversaire passionné du second Empire, et les discours de Jules Favre à la Chambre des députés à

Paris, textes dans lesquels tout les deux s'étaient prononcés énergiquement contre la politique de l'empereur au Mexique. Le pamphlet haineux de Victor Hugo *Napoléon le Petit*, que le poète avait écrit à Bruxelles contre Napoléon III fut réimprimé à Mexico et répandu partout avec l'intention de le faire parvenir également entre les mains des soldats français. Tout fut fait, tout ce que pouvait suggérer à un homme, pénétré de la justice de sa cause, la volonté passionnée de résister jusqu'au bout.

Pendant ce temps-là, les choses n'avaient pas beaucoup avancé en Europe. En face de l'arrêt dans les opérations françaises au Mexique et de l'attitude de l'Angleterre, le prince Richard Metternich jugea le moment venu pour que l'archiduc se retirât de l'aventure. Il voyait très clairement la situation en disant que, contrairement aux affirmations des émigrés mexicains, il ne serait en réalité pas même possible de réunir assez de voix, pour arriver à un semblant de majorité pour l'archiduc. Il était en outre clair que l'Angleterre ne donnerait plus de garantie et que l'Autriche ne pouvait pas se contenter de la seule garantie de la France, qui était d'ailleurs aussi très problématique (1). Avec des mots prudents, il suggéra une retraite éventuelle, sagement déguisée. « Toute cette expédition aventureuse constitue un grand souci pour l'empereur et l'impératrice, écrivait l'ambassadeur, et la confiance ne reviendra que quand on sera à Mexico. »

Mais l'archiduc ne voulait pas renoncer à l'entreprise et partant ne trouvait aucune raison pour faire le pas que Metternich lui indiquait et qui, d'un coup, aurait coupé les ailes à son beau rêve. Napoléon pourrait se sentir blessé, disait-il, si on allait refuser maintenant. Comme l'empereur, dans cette affaire, n'avait nullement prêté le flanc aux soupçons, une telle démarche pourrait lui sembler une pure fantaisie et éveiller en lui un sentiment de rancune justifiée.

On laissa donc les choses telles qu'elles étaient. D'un autre côté on avait peu de confiance. Le pape avait nommé l'évêque Labastida archevêque de Mexico sur les instances de l'archiduc, qui, lui-même, avait été conseillé par son mauvais génie

(1) Metternich à Rechberg. Paris, 18 novembre 1862. Vienne, Archives de l'État.

Gutierrez. Labastida était un homme froid, impérieux, un strict ultramontain et personnellement peu attrayant. Le pape conseilla à tous les évêques mexicains de conserver une attitude réservée jusqu'à ce que les choses soient claires.

L'archiduc était si avide des lettres de Gutierrez, qu'il lui fit écrire par De Pont qu'il était toujours « on ne peut plus sensible » pour la peine que Gutierrez se donnait afin de le tenir au courant par ses rapports (1).

A cette époque, on se racontait qu'une des conditions de paix de Napoléon vis-à-vis du Mexique était la cession à la France de la province Sonora, riche en minerais. L'archiduc ne croyait pas à ces racontars, mais déclara que si par hasard ils étaient vrais, ce serait une très fâcheuse nouvelle, car elle rendrait sa candidature impossible.

Il ne pourrait jamais prêter la main à un pareil morcellement du pays. L'archiduc sentait bien que, dans un pareil cas, sa position au Mexique serait intenable. Mais en réalité on ne parlait pas sérieusement d'un tel projet. L'archiduc avait reçu d'Almonte une lettre, dans laquelle il lui rapportait qu'on espérait que l'armée française serait à Mexico vers la fin janvier et que le pays se montrait de plus en plus favorable au changement radical de la situation politique (2). Ferdinand-Maximilien répondit qu'il était très heureux de la confiance qu'Almonte montrait et qu'il croyait de son côté au succès de l'entreprise, dirigée par le génie de Napoléon (3).

L'archiduchesse Charlotte, animée elle-même du désir de porter une couronne, regardait pourtant les choses d'un côté plus pratique. Elle avait, comme elle écrivait à son père (4), ainsi que son mari, le désir de recevoir l'exposé objectif d'une personne impartiale. Car l'archiduchesse savait très bien que ni elle, ni son mari, n'avaient jusqu'à présent reçu de nouvelles sur le Mexique qui n'aient passé par le canal des Mexicains

(1) De Pont à Gutierrez, 31 janvier 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 25 novembre 1862, original. Vienne, Archives de l'État.

(3) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Almonte, 30 janvier 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(4) Archiduchesse Charlotte à Léopold de Belgique, 1^{er} février 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

de Paris et elle pensait que leur nombre était trop petit pour représenter l'opinion d'un peuple de huit millions d'âmes.

Malgré ce raisonnement très juste, elle proposait ensuite pour la mission projetée un correspondant du *Times*, un certain M. Bourdillon, qui lui avait été recommandé par Gutierrez et chassé du Mexique par Juarez à cause de ses opinions conservatrices. A son arrivée à Paris, il s'empressa de dire que la monarchie au Mexique serait possible dans trois ou quatre mois. Et un tel homme était capable de faire un rapport objectif ! Mais ceci n'était qu'une proposition de Charlotte et elle abandonnait complètement à son père le choix de l'homme.

« Nous ne sommes, Dieu merci, disait-elle, liés en aucune façon dans cette affaire et quel que soit le cours que les choses puissent prendre, nous avons la possibilité de nous retirer à temps. » Elle achevait sa lettre par la remarque qu'il fallait vouer un certain intérêt à la chose et que par conséquent elle et son mari désiraient être bien renseignés sur la situation et sur l'opinion de ce pays.

Cette lettre de l'archiduchesse se croisa avec une de son père (1). Le roi écrivait que Napoléon maintenait son projet et qu'il lui avait écrit dans les termes les plus amicaux sur Maximilien, sans qu'il l'ait provoqué en aucune manière. Léopold trouvait qu'Almonte avait fait quelque peu *fasco*, car il n'y avait en réalité au Mexique aucun parti politique, mais, comme le vieux et expérimenté roi des Belges le reconnaissait très bien, que l'intérêt particulier y décidait en toutes choses. Bourdillon, naturalisé anglais, mais d'origine française, s'était aussi faulfilé auprès du roi. Les correspondants de cette puissance politique qu'on appelle le *Times* avaient libre accès auprès du monarque. Le roi des Belges trouvait que cet homme connaissait le Mexique à fond et peut-être mieux que les politiciens du Mexique eux-mêmes. Comment le roi, qui n'avait jamais mis le pied au Mexique, pouvait-il porter un tel jugement ? Mais cet homme qui s'occupait aussi de l'exploitation des mines du Mexique avait pourtant inspiré au roi une grande confiance et Léopold croyait que ses éclaircissements étaient probablement très complets. Bourdillon déclara que l'armée

(1) Léopold de Belgique à l'archiduchesse Charlotte. Laeken, 8 février 1863, original. Vienne, Archives de l'État.

française devrait rester dans le pays aussi longtemps que le nouveau monarque aurait pu organiser quelque chose. Il sera difficile, pensait le roi, d'organiser les bandes qui forment actuellement la puissance armée. Ceux qui ont été forcés de quitter leur foyer pour le service militaire y retourneront avec plaisir, mais quant aux autres il faudra les disperser, les enfermer, et je crains même, les pendre.

Bourdillon avait également parlé de la richesse du pays en mines d'argent, et avait tracé un tableau brillant des possibilités de développement qui s'y offraient quand l'ordre y serait une fois établi. Le roi promit à ses enfants de tâcher d'avoir toutes les informations possibles. Bourdillon, de Bruxelles, se rendit à Vienne où il se présenta à Rechberg, auquel il plut en général, mais lui fit pourtant l'impression d'un optimiste et d'un homme qui vit d'illusions (1). De Vienne, le journaliste se rendit à Miramar, où il eut avec le couple archiducal trois entretiens que l'archiduchesse Charlotte fixa elle-même par écrit (2).

Le tableau qu'esquissa le correspondant du *Times* était très caractéristique pour montrer l'opinion que se faisaient les Européens, immigrés au Mexique, du pays et de ses habitants. Bourdillon disait que les Mexicains n'avaient d'opinion sur aucune question et qu'on ne trouvait chez eux pas trace d'idées libérales. Elles n'existaient que sur le papier des proclamations et des constitutions et que la seule morale était le vol, qui était regardé par tous les partis comme le but principal. Les serviteurs mexicains ne volent pas, disait-il, ceci n'est de règle que lorsqu'on est arrivé au pouvoir. L'argent a là-bas, croyait-il, une telle puissance, que si on entraînait un Mexicain, qui venait de faire une protestation de son amour pour la patrie, dans une chambre voisine et si on lui offrait cinq cents dollars, en lui disant de retirer ce qu'il venait de dire, il empocherait l'argent sans mot dire et ferait la déclaration voulue. Il n'y avait aucune éducation, l'ignorance était énorme et la race profondément pervertie. On ne pourrait améliorer cet état de choses que par une immigration très forte. Les soldats étaient en général cou-

(1) Baron De Pont à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Vienne, 3 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Mémoire de l'archiduchesse Charlotte, conversation avec M. Bourdillon. Miramar, 12, 13, 14 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

rageux, mais les officiers pour la plupart des poltrons. Doblado, Urago et Ortega étaient des exceptions. Les Indiens, disait le journaliste, ne savent pas ce qui se passe autour d'eux. Si on voulait leur demander quel gouvernement ils désirent, ils seraient incapables de répondre. Par conséquent, un vote général serait difficile à obtenir. On n'a aucune idée de la liberté au Mexique, par contre il y a beaucoup plus de révolutions que dans d'autres pays, jadis espagnols. Les grands propriétaires ne désirent la monarchie que pour des raisons financières, comme l'unique salut devant les révolutions perpétuelles qui menacent leur tranquillité.

Lorsque l'archiduchesse demanda à Bourdillon ce que, d'après son avis, la France demanderait *for her pains*, car il n'est pas possible qu'un pays se dévoue à ce point pour un autre sans récompense, le correspondant répondit en souriant : « J'espère que le régime sévère des Français aura nettoyé le pays des éléments mauvais et des personnages dangereux. » Pour la plupart, on pourrait employer le bannissement. Miramon, par exemple, ne devrait jamais plus revoir le sol de la république mexicaine. De même, il fallait laisser l'ambitieux et égoïste Santa-Anna en repos dans l'oubli de son île de Saint-Thomas. La condition *sine qua non* pour l'acceptation de la couronne devait être une occupation du pays d'assez longue durée et la certitude de la protection de la France et de l'Angleterre. Bourdillon déclara que la tâche n'était pas à envier et que le couple archiducal était au fond trop bon pour le Mexique. Il est vrai que le Mexicain était en général très vaniteux, très accessible aux éloges et partant facile à gagner. Bourdillon s'était cru obligé de montrer les côtés sombres, mais il ne doutait pas que ce pays ne soit un jour destiné à devenir un empire florissant et ne tarda pas à le dire. Par cette dernière remarque, Bourdillon détruisait tout l'effet de sa critique et faisait de nouveau briller aux yeux du couple archiducal le miroitement séducteur d'un empire splendide. Bientôt après sa visite à Miramar, Bourdillon revint à Paris, où il fut reçu en audience par l'empereur (1).

D'après ses propres rapports, il démontra à Napoléon que

(1) Bourdillon au baron De Pont, 3 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

l'établissement de la monarchie était une nécessité. Il ne pouvait, lui personnellement, que désirer la monarchie, car en journaliste prévoyant il avait déjà, pour le cas échéant, cherché à nouer avec le monarque futur des relations étroites. Relations qui ne pouvaient que favoriser ses entreprises minières.

Bourdillon avait été invité par l'archiduc et par Napoléon à se rendre aussi en Angleterre pour gagner Palmerston à la cause de la monarchie mexicaine. Mais, de son propre aveu, il n'y réussit guère.

Auprès de Russel, il eut encore moins de succès qu'auprès de Palmerston. *He is as obstinate as ever*, écrivait-il du lord (1), qui, dès le début, n'avait jamais rien voulu entendre de l'entreprise mexicaine. Comme c'est en général le cas pour les gens qui désirent une chose, il conclut de ces deux audiences, pourtant très peu encourageantes, à la participation finale de l'Angleterre, si la France avait du succès, car Palmerston, par ses sympathies, était sûrement du côté de Napoléon.

Gutierrez avait vu d'un œil envieux que Bourdillon, au commencement, il est vrai, protégé par lui, avait été reçu partout avec bienveillance et avait même pu pénétrer auprès de Napoléon, tandis que lui, Gutierrez, depuis sa première audience, au cours de laquelle il avait tant déplu au couple impérial, avait toujours été maintenu à distance. Il se hâta donc de faire comprendre à Schertzenlechner que Bourdillon ne travaillait que pour son propre intérêt (2) et peut-être pour celui de l'Angleterre. Il est vrai, ajoutait Gutierrez, que cet intérêt est lié à notre but.

Le Mexicain, malgré tout ce qui s'était passé, n'éprouvait aucun scrupule à bombarder l'archiduc de lettres qui lui montraient les choses sous le jour le plus rose et lui conseillaient d'accepter la couronne.

Il en était tout autrement d'Hidalgo ! De temps en temps, et surtout quand les affaires au Mexique ne marchaient pas, il était effrayé par la grandeur de la responsabilité qu'il avait assumée en donnant la première impulsion à l'entreprise mexicaine. Maintenant qu'on n'avancait pas et que l'Angleterre

(1) Bourdillon au baron De Pont, 14 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à Schertzenlechner, 29 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

gardait toujours son attitude réservée, il se sentait très peu à son aise. Il disait : « Il faut parler franchement, rien de ce que j'ai prédit ne s'est réalisé et ceci est pour un homme d'honneur un véritable martyr moral (1). » Il est vrai que, si les choses étaient ainsi, il en donnait le tort à tout autre, excepté à lui-même. Mais dans toute la France on se demandait, après l'échec de Puebla, pourquoi on était allé au Mexique. Tout naturellement beaucoup de gens adressèrent cette question à Hidalgo, car on savait fort bien, du moins dans les cercles de la cour, que c'était lui qui avait entraîné l'impératrice dans cette folle aventure.

Un jour qu'Hidalgo parlait avec l'ambassadeur italien Constantino Nigra, Primoli, le mari d'une princesse Bonaparte, s'approcha d'eux et dit avec un sourire en montrant Hidalgo : *Ecco la rovina della Francia*. Hidalgo répondit avec une certaine insolence : « Croyez-vous parler à Prim ou à Lorencez ? »

Dans une autre occasion, pendant une soirée, une jeune dame s'approcha d'Hidalgo et lui dit : « Je suis, monsieur, la nièce du colonel Mancel, qui vient de tomber au Mexique. » De tels faits impressionnaient le jeune Mexicain, mais à la première bonne nouvelle tous les doutes disparaissaient et la fierté et l'ambition d'être l'initiateur d'une si grande entreprise reprenaient leurs droits.

Le maréchal Randon n'était pas non plus enchanté de la campagne du Mexique, mais après la malheureuse bataille de Puebla, il comprit très bien que l'honneur de l'armée française était en jeu. Il fallait donc, aussi vite que possible, frapper un grand coup, prendre sa revanche et ensuite se retirer aussi promptement que possible de toute l'entreprise. Tel était l'avis du ministre de la guerre impérial en France (2).

L'Angleterre essaya entre temps tous les moyens pour détourner l'archiduc de ses projets. A Londres on avait fort bien compris que le prince désirait un champ d'action plus vaste et une couronne. Celle d'Autriche n'entrant pas en ligne de compte puisque l'empereur était encore assez jeune et seulement marié depuis quelques années, on songea à lui en

(1) Hidalgo au baron De Pont, 24 février 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) *Mémoires du maréchal Randon*, II, p. 81.

offrir une autre pour le détourner du Mexique. Et justement une occasion s'offrait.

En octobre 1862 il y avait eu, en Grèce, une révolution. Le couple royal avait été chassé. Les puissances cherchaient un nouveau prince pour ce pays et surtout l'Angleterre s'occupait de trouver un candidat de son choix. On croyait à Londres faire d'une pierre deux coups si on réussissait à amener à Athènes le beau-fils du roi de Belgique, qui était un si proche parent de la reine d'Angleterre, d'autant plus qu'il était difficile de trouver un prince pour ce pays et que déjà plusieurs avaient refusé l'offre qui leur avait été adressée.

Cette fois-ci la partie adverse pria le roi des Belges de jouer le rôle d'intermédiaire et de sonder les intentions de l'archiduc à ce sujet. Palmerston écrivit au roi qu'il devait user de son influence sur son beau-fils et le décider à accepter la couronne de Grèce. Il ajoutait qu'il croyait l'archiduc *the fittest person* pour régner en Grèce. Le roi Léopold se déclara prêt à le faire (1). Peu de temps après il reçut une lettre de la reine Victoria et de lord Russel, au nom du cabinet, le priant de demander à l'archiduc, s'il voulait accepter le gouvernement de la Grèce. On s'était assuré là-bas que le choix de l'archiduc serait très bien vu. Le roi fit remarquer l'importance de cette couronne, bien plus grande pour l'Autriche que celle du Mexique et la position précaire dans laquelle se trouverait au Mexique un monarque vis-à-vis de la France, position qui ne pourrait être affermie que dans un temps éloigné. L'idée de voir son beau-fils établi en Grèce beaucoup plus près et dans un pays où il avait été sur le point de devenir roi et pour lequel il avait toujours gardé une certaine sympathie, souriait au roi Léopold. Il ne fallait pas que ce soit à tout prix le Mexique. Pour lui il s'agissait surtout de voir ses enfants chéris sur un trône, c'est-à-dire dans une position digne de leur rang.

Mais l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne voulut rien savoir de ce projet. « Je ne peux m'expliquer un tel manque de tact de la part du Premier anglais que par la gêne dans laquelle se trouve le cabinet par le fait des nombreux refus du trône de Grèce. Même si, par la mort ou l'abdication du roi Otto,

(1) Léopold de Belgique à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Laeken 16 février 1863, original. Vienne, Archives de l'État.

on avait le droit de m'offrir cette couronne, et s'il n'y avait pas tant de contres, je serais le dernier à accepter une couronne qu'on a déjà offerte sans succès à une demi-douzaine de princes. En outre je connais trop bien la Grèce moderne pour ne pas être persuadé depuis longtemps que ce peuple faux et pervers ne peut offrir aucune base pour un empire indépendant. Je ne peux pas m'expliquer non plus comment le roi Otto, après de telles expériences, puisse encore faire prévaloir son droit à cette couronne (1). »

Il est à regretter que l'archiduc n'eût pas aussi connu personnellement la situation au Mexique, comme il connaissait celle de la Grèce. L'empereur François-Joseph, lui aussi, refusa l'offre anglaise. Il avait déjà reçu huit jours avant l'arrivée de la lettre du roi des Belges une lettre du lord Bloomfield, avec l'offre en question et avait télégraphié à l'archiduc (2) : « Étant donné qu'il y a des droits existants (3), dignité et opportunité sont contre, ai refusé de suite et définitivement. »

Si un seul candidat avait refusé on aurait pu discuter la question, mais, comme l'écrivait Rechberg, on avait fait une « vraie razzia » en faveur du trône grec, qui, de par le droit, n'était pas encore libre. L'archiduc était d'avis que la bonne opinion que Palmerston avait de lui était très flatteuse, mais qu'il fera mieux de la manifester par une prévenance un peu plus grande dans la question mexicaine (4). L'idée du Mexique s'était tellement emparée de l'archiduc tout entier que plus rien n'existait à côté de cela. Il avait fait connaître tout de suite son refus à Hidalgo et dire qu'il s'occupait bien trop sérieusement de sa prétendance au trône du Mexique pour se laisser détourner par d'autres projets. Le couple impérial français ne devait pas croire qu'il daignait seulement s'occuper de la proposition qu'on lui avait faite (5).

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au comte Rechberg, 18 février 1863, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur François-Joseph à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 2 février 1863, Vienne, Archives de l'État.

(3) Le roi Otto n'avait pas abdiqué formellement; l'impératrice Élisabeth était une princesse bavarroise.

(4) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold, 20 février 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(5) Baron De Pont à Hidalgo. Miramar, 23 février 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

Jusqu'à présent on avait été, à la cour de France, très peu satisfait de l'attitude hésitante de Forey. L'impératrice disait qu'on ne devrait avancer, ni si timidement que Forey, ni si vite qu'Almonte et Saligny le désiraient. Napoléon songeait aux conseils donnés à son général et cherchait à le défendre contre sa femme. Il invoqua l'exemple de la guerre d'Italie, où il avait eu de si grandes difficultés pour approvisionner ses troupes. Et sous ce rapport c'était encore bien pire au Mexique, faute de moyens de transport. La carte en main, il déclara être content du plan de Forey d'atteindre Puebla par une marche lente, car, disait-il, une nouvelle défaite serait irréparable. Si Hidalgo a écrit la vérité à Miramar, Napoléon aurait encore ajouté qu'il avait lu dans les journaux la nouvelle qu'il allait retirer son armée du Mexique à cause de l'insurrection de Pologne. Il avait tout de suite écrit à Forey qu'il ne le rappellerait pas, quoi qu'il arrive en Europe. Forey était autorisé à le dire aux Mexicains pour qu'ils ne perdent pas courage (1).

Dans les premiers jours du mois de mars on reçut enfin à la cour impériale de Paris la nouvelle que l'avant-garde de l'armée de Forey avançait sur Puebla, ce qui fit grand plaisir à l'impératrice. En toute hâte elle communiqua la nouvelle à Metternich et ajouta qu'elle l'avait rendue « d'une humeur charmante (2) ». L'impératrice se laissait de nouveau emporter par toute la fougue qui la caractérisait, comme le disait Metternich. L'ambassadeur appelait cela une politique de sentiment.

Lorsque la nouvelle du départ de Forey d'Orizaba fut connue on commença de nouveau à espérer dans les cercles intéressés.

Santa-Anna avait écrit à cette époque à Gutierrez, à Paris, qu'il soutiendrait le prince avec toute son influence. Il comprenait très bien que l'archiduc voulait l'appel direct de la nation mais ceci devrait être préparé par un gouvernement national à la tête duquel il y aurait un Mexicain considéré. Dès que Mexico serait pris il s'embarquerait. Par « Mexicain considéré », Santa-Anna entendait lui-même naturellement. Mais Santa-Anna avait en Hidalgo un ennemi secret à la cour

(1) Hidalgo à De Pont, 3 avril 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) L'impératrice Eugénie au prince Richard Metternich, 2 mars 1863, copie. Vienne, Archives de l'État.

française. Un jour que l'empereur racontait au jeune Mexicain que Gutierrez envoyait régulièrement à M. Drouyn de Lhuys les lettres de Santa-Anna tout à fait dévoué à la grande entreprise, Hidalgo répliqua : « S'il tient sa parole, tout ira bien, mais depuis 1822 il ne l'a jamais tenue. »

— « Oui, dit l'empereur, mais contre l'armée française il ne pourra pourtant pas faire de pronunciamiento. »

— « C'est vrai, sire, répondit Hidalgo, mais il s'agit de savoir si le pays a confiance en lui. Je ne suis pas son ennemi, il a toujours été aimable avec moi, il a des qualités excellentes, mais il en a aussi d'autres... »

Hidalgo avait dit très finement ce qu'il voulait faire comprendre. L'empereur sourit, il savait bien où Hidalgo voulait en venir. La position qu'Hidalgo s'était peu à peu faite à la cour impériale était vraiment extraordinaire. Le jeudi saint il portait justement une lettre aux Tuileries, lorsqu'il vit, en traversant la cour, trois dames voilées et mises très simplement. L'une d'elles était l'impératrice. Elle s'approcha de Hidalgo, lui dit qu'elle voulait visiter sept églises, mais inconnu et elle l'invita à l'accompagner. Elle parcourut ensuite avec lui, pendant deux heures, sans être reconnue, les rues de Paris, se mêla à la foule et attendit à Saint-Sulpice, debout pendant un quart d'heure, son tour de baiser le crucifix, sur lequel, juste avant elle, un nègre en livrée avait posé ses lèvres.

Hidalgo trouvait un plaisir à rapporter tout de suite de tels incidents à Miramar, pour qu'on y puisse voir combien ses relations avec l'impératrice étaient familières et combien elle aimait sa société. Gutierrez, très jaloux et mécontent parce qu'Hidalgo était un ennemi de Santa-Anna et protégeait le général Almonte, écrivit à l'archiduc qu'Hidalgo avait l'idée d'être une vraie puissance et qu'il ne manquait aucune occasion pour le faire sentir. On organisait une véritable coalition contre le retour de Santa-Anna. Mais le général Almonte n'avait ni le coup d'œil politique, ni l'énergie de caractère que la situation au Mexique demandait (1). Ces jalousies et cette rivalité auraient dû dégoûter tout homme objectif. Mais Ferdinand-Maximilien était tout à fait sous l'influence de Gu-

(1) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mémoire sur Santa-Anna, 30 avril 1863. Vienne, Archives de l'État.